

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille six, le 1^{er} mars, le Conseil Municipal de la commune de Montguyon s'est réuni en session 1^{ère} extraordinaire à 20 heures 30 à la mairie, sous la présidence de Monsieur BASTERE François, Maire.

Date de convocation : le 21 février 2006

Date d'affichage : le 2 mars 2006

Nombre de Conseillers :

En exercice : 15

Présents : 14

Votants : 14

Étaient présents : Mmes DEVILLE, GAY, TARDIVEAU, FURET, ÉPRON, HUVETEAU

Mrs BASTERE, CHIRON, NUVET, GODET, LÉGER Patrick, MOUCHEBOEUF,
MIGEON, BERNARD

Était excusé : Mr LÉGER Éric

Madame DEVILLE Danièle a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET : Institution d'un droit de préemption urbain

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 4 février 1997 et en application de l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme, un droit de préemption urbain a été institué, en vue de réaliser dans l'intérêt général des actions ou opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme, en particulier pour mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, pour organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, pour favoriser le développement des loisirs et du tourisme et pour réaliser des équipements collectifs.

L'exercice de ce droit de préemption portait sur les zones U et NA du Plan d'Occupation des Sols approuvé le 11 septembre 1987.

Ce document d'urbanisme ayant été révisé et transformé en Plan Local d'Urbanisme par délibération du 26 janvier 2005, il convient de redéfinir les zones sur lesquelles s'exercera dorénavant ce droit de préemption.

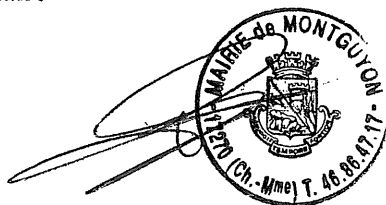
Après délibération, LE CONSEIL MUNICIPAL, décide :

- D'instituer le Droit de Préemption Urbain sur une partie des Zones U (Ua, Ub, Ux) et AU (AU, AUx) telles qu'elles sont délimitées sur les plans annexés
- De désigner la Commune comme titulaire du droit de préemption,
- D'ouvrir un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées ultérieurement ainsi que leurs utilisations effectives,
- De donner, en application de l'article L 2122-22 - 15° du Code des Collectivités Locales, délégation de pouvoir à Monsieur le Maire pour les décisions à prendre pour l'exercice de ce droit de préemption.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant une durée d'un mois et d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Elle sera adressée au Directeur Départemental des Services Fiscaux, au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre Départementale des Notaires, aux barreaux constitués près des Tribunaux de Grande Instance, et aux Greffes des mêmes Tribunaux, accompagnée des plans précisant le champ d'application du droit de préemption urbain.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits. Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme. Le Maire



Reçu le

29 MARS 2006

Sous Préfecture de Jonzac

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le 15 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Montguyon s'est réuni en session 3^{ème} extraordinaire à 20 heures 30 à la mairie, sous la présidence de Monsieur Julien MOUCHEBOEUF, Maire.

Date de convocation : 09 septembre 2021

Date d'affichage : 16 septembre 2021

Nbre de Conseillers : 19

En exercice : 19

Présents : 17

Votants : 17

Pour : 17

Reçu le

26 SEP. 2021

08h45.47

Etaient présents :

Julien MOUCHEBOEUF, Ghislaine GUILLEMAIN, Olivier CHARRON, Ludovic GIRARD, Annie CHARRASSIER, Lionel NORMANDIN, Sophie BRODUT, Carine MOULY-MESAGLIO, Marie BERNARD, Christophe METREAU, Raymond NUVET, Simone ARAMET, Gaëtan BUREAU, Claire RAMBEAU-LEGER, Nathalie CHATEFAU, Marc LIONARD et Didier MOUCHEBOEUF

Etait excusée : Charlotte DENIS-CUVILLIER

Etait Absent : Claude NEREAU

Madame Claire RAMBEAU-LEGER a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET : Droit de préemption urbain – Modification d'une partie des zones du PLU

Monsieur Le Maire rappelle que par délibération du 04 février 1997 et en application de l'article L. 211-1 du Code de l'Urbanisme, un droit de préemption urbain a été institué, en vue de réaliser dans l'intérêt général des actions ou des opérations d'aménagement répondant aux projets définis à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, en particulier pour mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, pour organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, pour favoriser le développement des loisirs et du tourisme et pour réaliser des équipements collectifs. L'exercice de ce droit de préemption portait sur les zones U et NA du Plan d'Occupation des Sols approuvé le 11 septembre 1987.

Ce document d'urbanisme a été révisé et transformé en Plan Local d'Urbanisme par délibération du 26 janvier 2005. Par délibération du 1^{er} mars 2006, un droit de préemption urbain a été institué sur les zones U (Ua, Ub et Ux) et AU (AU et Aux).

Monsieur Le Maire informe les membres du Conseil municipal qu'il convient de modifier les zones U en incluant la zone Uc qui n'apparaissait pas dans la délibération du 1^{er} mars 2006.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité DECIDE :

- **DE VALIDER** le droit de préemption urbain sur une partie des zones U (Ua, Ub, Ux et UC) et AU (AU et Aux),
- **DE DESIGNER** la commune comme titulaire du droit de préemption,
- **DE CONTINUER** de renseigner le registre sur lequel sont inscrites toutes les acquisitions réalisées ultérieurement ainsi que leurs utilisations effectives,
- **DE DONNER** en l'application de l'article L. 2122-22-15° du Code des Collectivités Territoriales, délégation de pouvoir à Monsieur Le Maire pour les décisions à prendre pour l'exercice de ce droit de préemption.

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits

Ont signé au Registre les membres présents

Pour copie conforme

Le Maire,

Julien MOUCHEBOEUF

